

**Rapport d'activités
du Réseau Régional
des Acteurs de la Coopération
et de la Solidarité Internationale
-CENTRAIDER-**

1^{er} Mai 2009 - 30 Avril 2010

SOMMAIRE

Introduction	p3
<u>I/ Identification des acteurs</u>	p4
<u>II/ Information</u>	p5
Le bulletin de liaison	
La newsletter	
Les lettres thématiques	
Les sites Internet	
<u>III/ Formations</u>	p7
<u>IV/ Appui aux acteurs</u>	p8
<u>V/ Réunions d'échanges géographiques</u>	p13
Commission Mali	
Commission Maghreb	
Commission Burkina Faso	
Groupe de travail Haïti	
Commission Mopti	
Commission Gorgol	
Commission PECO	
<u>VI/ Réunions d'échanges thématiques</u>	p17
Commission santé	
Education au développement et à la solidarité internationale	
Semaine de la solidarité internationale	
Coopération décentralisée	
Tourisme équitable et solidaire	
<u>VII/ Budget réalisé</u>	p25
<u>Conclusion</u>	p27
Annexes	p28

INTRODUCTION

Les missions du réseau CENTRAIDER consistent à :

- identifier les acteurs engagés dans des projets de coopération et de solidarité internationale,
- les informer via les sites www.centraider.org et www.centraider.eu, la newsletter électronique et le bulletin de liaison,
- les former,
- promouvoir des espaces d'échanges et de concertation thématiques et/ou géographiques,
- appuyer, conseiller les acteurs dans le montage de leurs projets.

Les principaux objectifs fixés pour la période 2009/2010 étaient les suivants :

- pérennisation des emplois existants et des projets en cours,
- renforcement des moyens de communication,
- accompagnement individualisé des collectivités locales,
- travail renforcé sur l'éducation au développement et à la solidarité internationale.

La période 2009/2010 a vécu un contexte salarié particulier avec le départ de Carla GUIBURAGA en fin d'année 2008 qui occupait le poste de coordinatrice et le départ en congé maternité de Stéphanie CHAPUIS en avril 2009. L'association a alors recruté deux nouveaux chargés de mission : Romain LATAPIE, en charge du programme de formation et co-pilote du groupe Education au développement et à la solidarité internationale et Elodie BARITAUX, en charge de la communication et de l'animation de groupes géographiques (voir organigramme en annexe).

En outre, le poste d'assistante administrative, occupé par Sophie LALY, est pérenne depuis le 1^{er} juillet 2009.

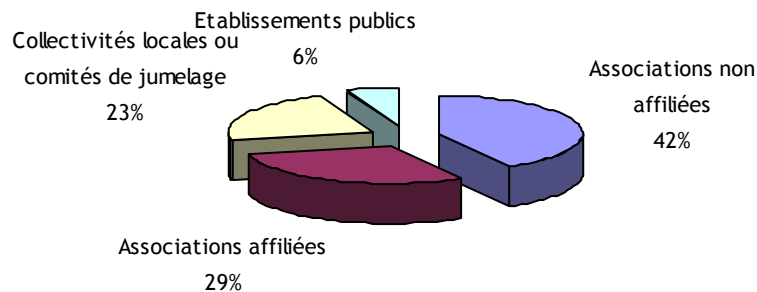
I/ IDENTIFICATION DES ACTEURS

Une mise à jour presque complète de la base de données en ligne ayant été effectuée en novembre 2008, le travail d'identification en 2009 a consisté à une veille régulière permettant d'inscrire de nouveaux acteurs dans le réseau.

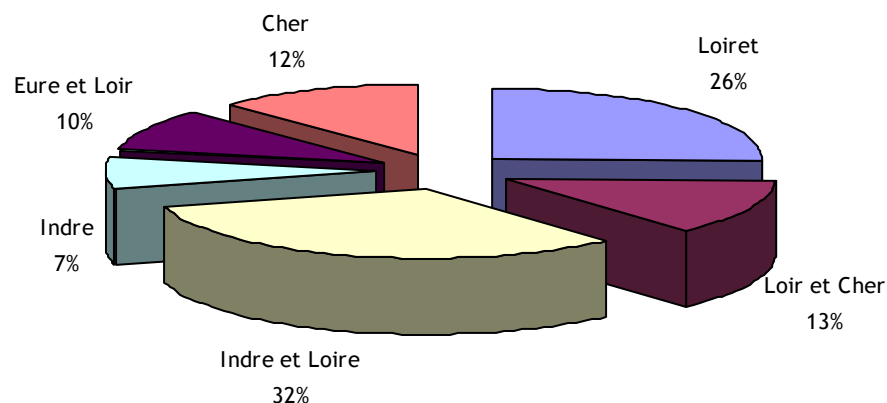
De 706 structures actives en novembre 2008, nous sommes passés à **756 acteurs recensés** dont 223 associations affiliées, 318 associations non affiliées, 171 collectivités et comités de jumelage, et 44 établissements publics.

En 2009, on compte 86 adhérents.

Répartition des acteurs par type de structure



Répartition géographique des acteurs



II/ INFORMATION

- Le Bulletin de liaison



L'évolution de la formule du Bulletin de liaison avait été décidée lors l'Assemblée générale de septembre 2009 : une version semestrielle de 16 pages en couleur devait être lancée en 2010.

D'un format de 8 pages en noir et blanc avec un dossier central de 4 pages et une page consacrée à la vie du réseau, le Bulletin de liaison passe à un format de 16 pages en couleur. Cette formule permet d'étoffer considérablement le dossier thématique (9 pages pour le numéro s'avril 2010) et de faire des « zooms sur » des acteurs de la région.

Le premier numéro de la nouvelle formule est paru fin avril 2010 : un dossier largement enrichi sur l'eau et l'assainissement, présentant les retours d'expériences d'une dizaine de structures de la région dans ce domaine d'action, le tout illustré avec des photographies en couleur au sein une maquette largement remaniée.

Les contributeurs au journal et les lecteurs dont nous avons eu un retour, ont tous exprimé leur satisfaction vis-à-vis de ce nouvel outil de communication.

Date de parution	N° et thème	Nombre d'exemplaires
Septembre 2009	n° 24 : Produire et consommer autrement Page 8 : Commissions Santé, Mopti et Mali	1000
Novembre 2009	n° 25 : Jeunes et solidarité internationale Page 8 : Commission Education au développement	1200
Avril 2010 Nouvelle formule 16 pages en couleur	n° 25 : Eau et assainissement Zoom sur : Jumelage de Sainte Maure de Touraine et sur l'association Africamitié	1200

- **La Newsletter**

Elle continue à paraître tous les quinze jours. Sur la période 2009/2010, il y a eu **27 éditions**. La présentation s'est encore un peu étoffée par rapport à l'année précédente avec notamment une rubrique « recherche de partenariats ».

Au 30 avril 2010, la Newsletter a plus de **2200 abonnés**.

Le retour que nous en avons est très positif. La newsletter est le premier moyen de communication du réseau.

- **Des lettres thématiques**

Chacun des groupes de travail possède une page dédiée sur le site www.centraider.eu, à laquelle est associée une liste de diffusion, régulièrement mise à jour et qui comprend les adresses mails des acteurs intéressés par la zone géographique ou la thématique.

Chaque réunion de groupe donne lieu à l'envoi d'un compte-rendu aux personnes recensées dans ces listes et certains groupes ont mis en place des lettres d'informations plus régulières, comme les groupes Mopti ou Gorgol par exemple (voir infra).

Ces lettres permettent une diffusion de l'information plus ciblée et plus riche que la newsletter générale.

- Lettre Gorgol : 2 éditions
- Lettre Mopti : 3 éditions
- Lettre coopération décentralisée : 2 éditions
- Lettre tourisme solidaire : 1 édition
- Lettre Burkina Faso : 1 édition
- Lettre Amérique latine : 1 édition
- Semaine de la solidarité internationale : 3 éditions
- Education au développement et à la solidarité internationale : 2 éditions
- Lettre Haïti : 11 éditions

- **Les sites Internet**

Fin 2008, CENTRAIDER a lancé un nouveau site Internet plus collaboratif www.centraider.eu. En 2009, le site s'est trouvé opérationnel et des espaces dédiés ont été ajoutés, permettant un échange d'informations plus ciblées et la diffusion de supports de communication numériques (photos, vidéos). Grâce à ce site, nous pouvons envoyer des lettres thématiques régulièrement, en fonction de l'activité et/ou de l'actualité.

- **Communication**

Tous les ans, CENTRAIDER édite une plaquette pour le programme de formation. En vue d'être le plus précis possible et de donner aux acteurs une information suffisamment à l'avance, une plaquette semestrielle sera dorénavant éditée. En plus du programme de formations, elle se veut annonciatrice de l'activité du réseau.



III/ FORMATIONS

Le programme de formation du 1^{er} semestre 2010 a été conçu autour d'un tronc commun sur la **méthodologie de projet** et un **accès thématique**.

Il a été composé de **5 modules** (3 sur la période janvier à fin mai 2010) dont l'un a été dédoublé sur deux lieux, montage de projets à Blois et à Châteauroux. Un module a dû être reporté faute d'un nombre de participants suffisant (montage de projet/recherche de financement à Châteauroux).

Le cycle de formation du 1^{er} semestre 2010 a touché 39 personnes et 26 structures.

Date	Intitulé de la formation / Lieu	Animé par	Nombre de participants	Nombre de structures présentes	Effet d'apprentissage par compétences et connaissance ¹
22-23/01/2010 Reportée en avril 2010 faute de participants	Montage de projet et recherche de financement/Châteauroux	Cécile VILNET (La Guilde européenne du Raid/Agence Microprojets)			
24/02/2010	Animation de réunion/Tours	Pierre WILLAUME (Recherche et Formation)	13	8	<u>Organiser des réunions</u> : 39.2 % <u>Communiquer pendant les réunions</u> : 40%
24/03/2010	Microcrédit/Orléans	Sylvain DUMAS (Horizons partagés)	9	8	<u>Connaissance du microcrédit et de la microfinance</u> : 40.67% <u>Mise en œuvre de projet de microcrédit</u> : 47.5%
23-24/04/2010	Montage de projet et recherche de financement/Châteauroux	Cécile VILNET (La Guilde européenne du Raid/Agence Microprojets)	17	10	<u>Analyse, contexte du projet</u> : 65.5% <u>Formulation du projet</u> : 62.3% <u>Elaboration des outils financiers</u> : 54.7% <u>Financement du projet</u> : 63.5%

On peut remarquer que, malgré un premier report, la formation « Montage de projet et recherche de financement » à Châteauroux a relativement bien fonctionné. C'est la première fois qu'une formation avait lieu dans le département de l'Indre. Une action à poursuivre dans le cadre du maillage territorial des acteurs de la Solidarité Internationale en région Centre ?

En outre, CENTRAIDER a réalisé une « formation - sensibilisation » au montage de projet à Dreux le 27 mars 2010, à la demande du CIDF. Cette rencontre n'a pas réellement rencontré le succès espéré à cause d'une communication insuffisante indépendante de notre volonté, mais elle a permis un contact avec certaines structures drouaises.

Entre avril et juin 2009, Romain Latapie a réalisé une évaluation interne du cycle de formation de CENTRAIDER. En voici un rapide résumé :

Depuis la mise en place du programme de formations en 2003, 30 sessions de formations ont été programmées :

- **26 formations ont eu lieu.**
 - **4 ont du être annulées** faute de participants : 2 en 2009 (une journée thématique sur le genre, et une formation méthodologique sur le montage de projet), 1 en 2007-2008 (thématique : genre), 1 en 2003-2004 (thématique : partenariat).
- Cela nous donne un taux de réalisation de 86% (=26/30).

Durant ces 26 sessions de formations, on comptabilise :

- **330 individus inscrits**
- **208 structures inscrites.**

Ce qui nous donne en moyenne par session de formations :

- **12.69 Individus.**
- **8 structures.**

Depuis le programme de formation 2003-2004 :

- **209 personnes différentes (parmi les 330 inscrits)** ont été formées par l'intermédiaire de CENTRAIDER.
- **101 structures différentes (sur les 208 inscrites)** ont assisté à une formation proposée par le réseau. On dénombre au mois d'avril 2009, 715 structures différentes référencées dans la base de données de CENTRAIDER. C'est donc **14,1%** (=101/715) des structures référencées qui ont suivi une session de formation. Néanmoins, ce pourcentage peut être un peu différent de la réalité car certaines structures ayant suivi une formation n'existent plus aujourd'hui.

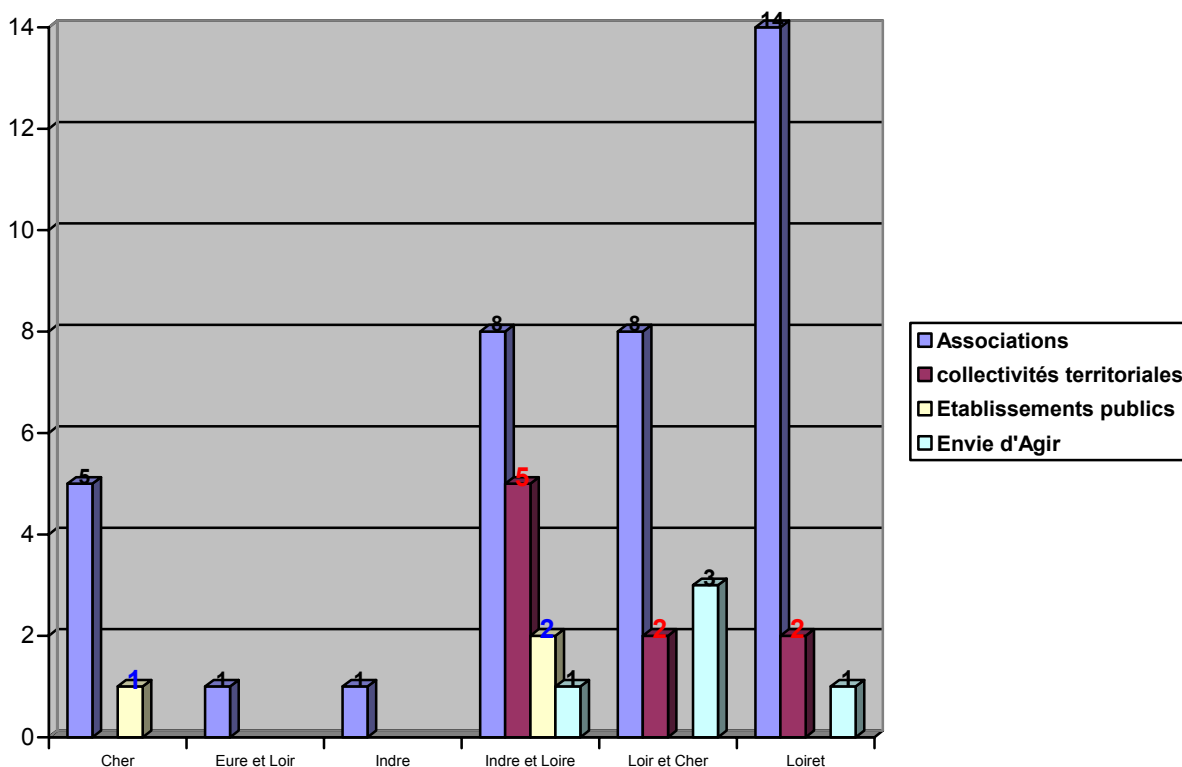
IV/ APPUI AUX ACTEURS

L'appui aux acteurs se fait de différentes manières. Il peut être très ponctuel (une demande précise qui nécessite un temps de traitement rapide) ou soutenu (l'accompagnement consiste à aider le porteur de projet à faire de l'idée une réalité). Il varie aussi en fonction d'un critère organique :

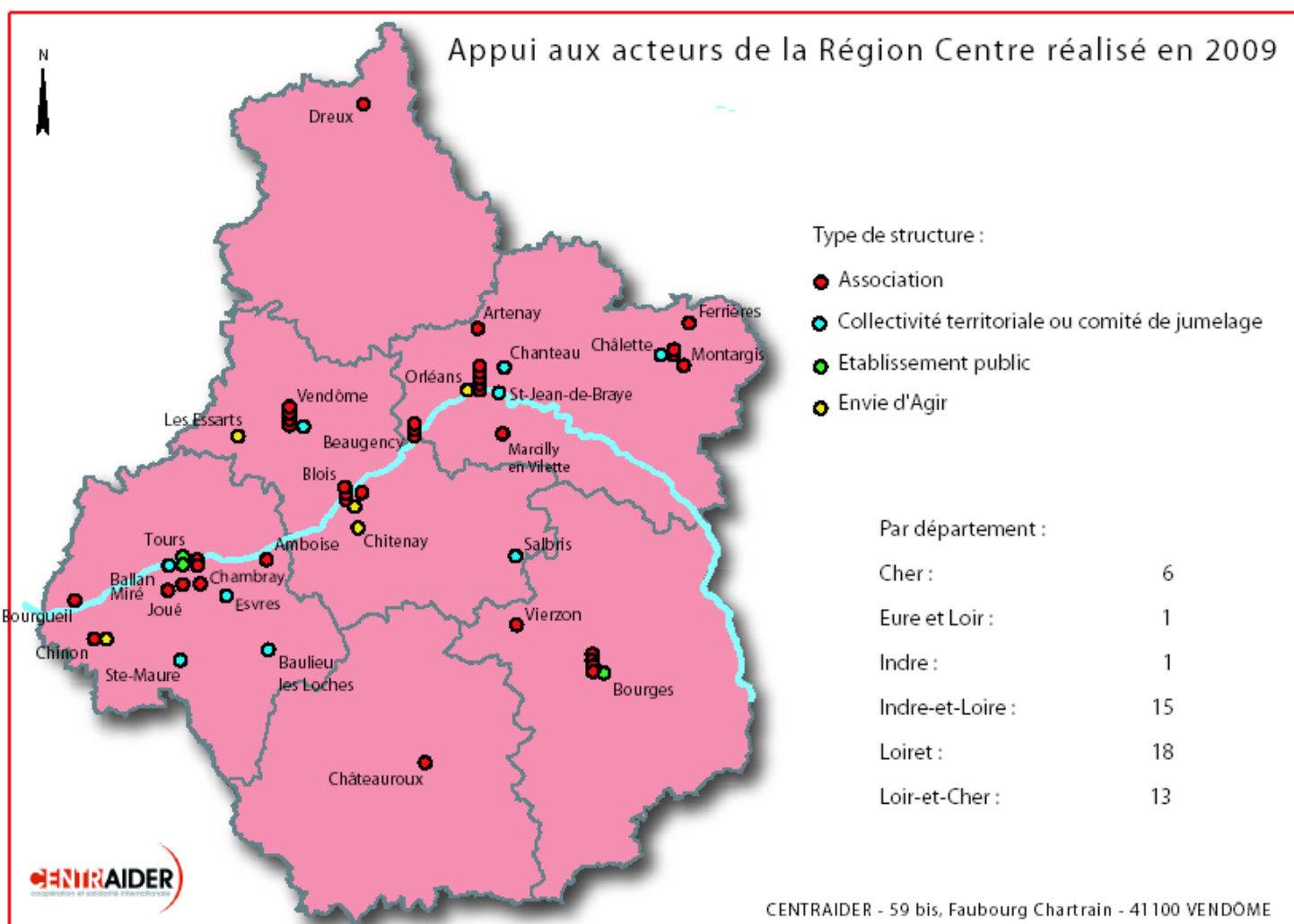
- **Appui aux associations et établissements scolaires** : aide à la conception du projet, recherche de partenaires, définition des objectifs, recherche de financements...
- **Appui aux collectivités locales** : appui stratégique et technique, mise en réseau, mise à disposition d'outils et de documentation...
- **Appui Jeunesse** : dans le cadre d'une convention de partenariat « Experts Envie d'Agir » avec la DRDJS et avec l'agrément « Jeunesse et éducation populaire », CENTRAIDER propose un accompagnement à des jeunes désireux de monter un projet de solidarité internationale. L'expertise du réseau porte sur la partie technique, notamment sur le diagnostic, l'identification de partenaires locaux, le respect de la démarche et sur les éléments de restitution (actions d'éducation au retour de mission).

La majorité des demandes d'appui avait pour but de répondre à un besoin de financement des projets. Au-delà de la simple orientation vers des sources de financements, les accompagnements ont glissé vers des soutiens méthodologiques. Les techniques de montage de projet et de plans de financement sont les lacunes les plus communément observées.

Au niveau quantitatif :



	Cher	Eure et Loir	Indre	Indre et Loire	et Loir Cher	et Loiret	Total
Associations	5	1	1	8	8	14	37
Collectivités et comités de jumelages				4	2	3	9
Etablissements publics	1			2			3
Envie d'agir				1	3	1	5
Total	6	1	1	15	13	18	54
<i>Dont Zone Prioritaire de Coopération (ZPC)</i>	1			2	2	3	8



CENTRAIDER - 59 bis, Faubourg Chartrain - 41 100 VENDÔME

La grande majorité des projets suivis proviennent des départements ligériens, avec un niveau équivalent entre le Loiret et l'Indre et Loire. Les acteurs du département de l'Indre et de l'Eure et Loir n'utilisent que très peu le service des appuis acteurs.

Les associations sont majoritairement représentées, dont une forte proportion d'acteurs du Loiret. Viennent ensuite les collectivités territoriales et leurs jumelages (9), majoritairement représentées en Indre et Loire. Les appuis aux établissements scolaires et dans le cadre d'Envie d'Agir sont représentés dans des proportions quasi-égales.

Sur **54 projets suivis** entre mai 2009 et avril 2010, 8 sont menés dans les zones prioritaires de coopération de la région Centre.

Notons enfin que ce sont des projets et que le suivi n'a pas abouti dans 7 cas. Soit la structure n'existe plus, soit le projet n'a plus lieu d'être, soit le passage de l'idée au projet s'est avérée trop compliqué, soit la structure ne repose pas sur des bases assez solides...

Pour quelques acteurs, il est possible de qualifier l'appui : il aura été utile. En effet, pour deux acteurs, l'appui a permis d'accéder à des subventions. Il s'agit peut-être là d'un critère qualitatif à prendre en compte.

Il n'y a pas de modèle type d'appui, tant les attentes et les modes de fonctionnement de chacun sont différents. En effet, l'appui peut aller de l'aide à la construction du projet (genèse) à une simple relecture du dossier avant envoi aux bailleurs de fonds. Soit l'appui dure un an (et parfois plus), soit il dure trois heures....



Points forts :

- l'appui individualisé permet de mettre en forme les points méthodologiques acquis lors des formations,
- bonne adhésion des porteurs de projet au discours et à la méthodologie d'appui,
- mise en place de relations interpersonnelles qui permettent de fortifier le réseau,
- l'appui permet de travailler avec de nouvelles structures ou des acteurs peu impliqués dans la vie de réseau.



Points faibles :

- manque de suivi,
- manque de compétences sur certains sujets techniques,
- certains acteurs demandent un accompagnement beaucoup plus intense, notamment les associations de migrants, dont les attentes dépassent la notion de projet (il s'agit souvent de participer à la structuration de l'association),
 - la mission « Appui acteur » de CENTRAIDER n'est pas réellement connue parmi les acteurs du réseau,
 - La concentration des acteurs sur l'axe ligérien.

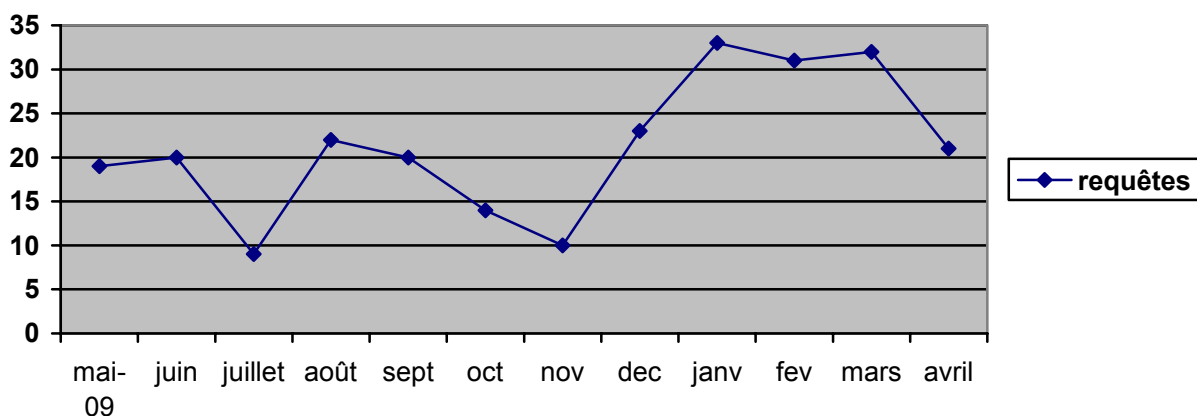
A côté de ces appuis qui, pour chacun, a nécessité une rencontre physique puis des échanges mails et téléphones, il existe toute une série de sollicitations ponctuelles traitées instantanément par l'équipe. On retrouve parmi ces requêtes des demandes de partenariats, des demandes de contacts de personnes ressources, des demandes d'informations budgétaires et fiscales, des recherches de partenaires. On a pu classer ces demandes en trois catégories :

- conseils,
- demandes de stages/emplois,
- divers (demande de partenariats, recherche de partenariats...)

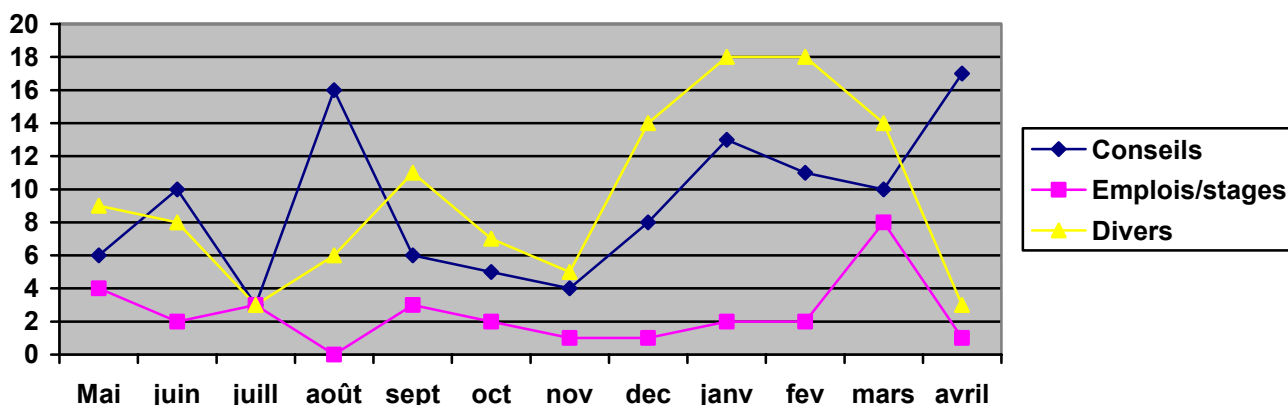
Tableau de suivi des requêtes

	Mai 2009	juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Dec	Janv	Fev	Mars	Avril 2010	Total
Conseils	6	10	3	16	6	5	4	8	13	11	10	17	109
Emplois/stages	4	2	3	0	3	2	1	1	2	2	8	1	29
Divers	9	8	3	6	11	7	5	14	18	18	14	3	116
Total	19	20	9	22	20	14	10	23	33	31	32	21	254
<i>Dont ZPC</i>	<i>1</i>	<i>5</i>		<i>6</i>				<i>1</i>	<i>1</i>		<i>4</i>	<i>3</i>	<i>21</i>

Nombre de requêtes sur l'exercice 2009/2010



Evolution des requêtes par catégorie



On note une forte demande de décembre à mars, période à laquelle les acteurs préparent leurs projets (les missions ont souvent lieu pendant la période estivale). Ce pic de demande correspond au programme d'activités de CENTRAIDER. En effet, les rencontres organisées par le réseau (formations, commission...) sont concentrées sur cette période. L'effet communication due à

l'activité explique peut être cette forte demande. En parallèle, les périodes moins denses en termes d'activités correspondent à une demande moins forte.

La période de septembre à novembre est stagnante au niveau du nombre de sollicitations, voire en diminution. Mais, il s'agit d'une période animée pour CENTRAIDER (Semaine de la solidarité internationale, rencontres régionales, rentrée, Assemblée Générale...) donc le suivi des sollicitations est sans doute moins soutenu.

De manière globale, les « conseils » et les « sollicitations diverses » suivent la même progression. La tendance est complètement inversée en avril 2010 dans la mesure où les sollicitations diverses sont très en retrait par rapports aux conseils.

Les demandes spontanées d'emplois et de stages ne varient pas énormément tout au long de l'année. On note un pic de demande en mars, période propice pour la recherche de stage.



Points positifs

- Au rythme d'environ 20 sollicitations par mois, qui demandent un traitement circonstancié (par téléphone, mail ou passage dans le local), CENTRAIDER semble quand même bien identifiée comme un pôle ressource.



Points négatifs

- Il est difficile d'établir un suivi de ces demandes. Le retour est inexistant, ce qui ne facilite pas l'évaluation qualitative. On peut noter par contre que quelques sollicitations spontanées ont évolué vers la participation à des formations (5 à 6 demandes) ou à des commissions.

- De nombreuses sollicitations visent à être orientées vers des personnes ressources affiliées au réseau. Le manque de retours ne nous permet pas d'évaluer l'effet réseau.

V/ REUNIONS D'ECHANGES GEOGRAPHIQUES

- **COMMISSION MALI**

Administrateur référent : Chantal MILLO

En plus des réunions de la commission Afrique et afin de répondre au mieux aux attentes du réseau, nous avons décidé de créer des sous-commissions pays et des sous-commissions thématiques. Le groupe pays Mali a donc vu le jour en 2009.

Réunion du 3 juin 2009

Lieu : Orléans (45)

« *Contexte de la coopération au Mali aujourd'hui* »

39 participants

22 structures

Cette première commission Mali a permis aux nombreux acteurs de la région Centre de se rencontrer et d'échanger sur leurs projets. Une présentation du projet porté par le comité de jumelage du cercle des amis de Fana a été faite, ainsi qu'un questionnement sur l'identification des besoins des partenaires maliens. A la fin de cette réunion, différentes pistes de poursuite de la commission ont été proposées : échanges des « bonnes pratiques », évènement musical commun...

Réunion du 9 Octobre 2009

Lieu : Vendôme (41)

« *Echanges de bonnes pratiques et mutualisation des expériences* »

22 participants

11 structures

Cette deuxième commission a permis aux participants d'échanger sur leurs « bonnes pratiques » et leurs trucs et astuces. La deuxième partie de la réunion a permis aux participants d'échanger avec le maire de Mopti présent à Vendôme ce jour-là.

Il est à noter que cette commission a nécessité une réunion préparatoire fin août et que l'animation de la réunion a été déléguée au comité de jumelage de Chargé-Marka-Coungo.

- **COMMISSION MAGHREB**

Administrateur référent : Issouf ELLI MOUSSAMI

Réunion du 29 mai 2009

Lieu : Joué-lès-Tours (37)

« *Solidarités et coopérations avec les pays du Maghreb* »

30 participants

15 structures

Cette réunion se voulait avant tout un espace d'expressions et d'échanges entre les structures de la Région impliquées dans les questions de solidarité internationale au Maghreb. L'objectif de cette rencontre était de dégager des pistes concrètes de travail en commun. L'idée d'une prochaine réunion sur les questions d'eau et d'assainissement au Maghreb y a été retenue.

Réunion du 9 janvier 2010
Lieu : Orléans (45)
« *L'eau et l'assainissement au Maroc* »
15 participants
5 structures

Afin de profiter de la présence d'une délégation des partenaires marocains de la Région Centre dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée entre la Région Centre et la Région de Meknès-Tafilalet au Maroc, le thème de la réunion était « L'eau et l'assainissement au Maroc ». Seuls les acteurs intervenant au Maroc furent invités à cette rencontre.

- **COMMISSION BURKINA FASO**

Administrateur référent : Hélène MIGNOT

Réunion du 10 mars 2010
Lieu : Orléans (45)
« *Première réunion de la Commission Burkina Faso* »
20 participants
15 structures

La première réunion de la commission Burkina Faso s'est tenue à Orléans, dans l'amphithéâtre de l'Institut de Recherche pour le Développement, sur le campus de l'Université et a rassemblé une vingtaine de personnes issues de quinze structures.

Outre un premier échange entre acteurs de la Région Centre ayant une ou plusieurs coopérations au Burkina Faso, cette rencontre fut également l'occasion de présenter le partenariat qui lie l'Université d'Orléans et l'association CENTRAIDER, le projet Radicel-K (voir annexe).

Ce programme de recherche pluridisciplinaire présente des perspectives intéressantes pour la commission Burkina, notamment :

- prise de contact avec des universitaires, dont les thématiques de recherche peuvent intéresser directement les acteurs de la solidarité internationale,
- amélioration de la connaissance du réseau d'acteurs de la région intervenant au Burkina Faso et de leurs partenaires, grâce à une enquête de terrain réalisée par un étudiant en Master II de géographie.

Le principe d'une future journée d'échanges et d'information est retenu ; elle devra permettre aux acteurs de parler de leurs actions et de leurs expériences, tout en leur offrant un apport d'informations.

- **GROUPE DE TRAVAIL HAÏTI**

Suite au séisme qui a touché Haïti, le 12 janvier 2010, un groupe de travail régional s'est mis en place, coordonné par CENTRAIDER. Son objectif est de permettre aux acteurs œuvrant en Haïti de se rencontrer, afin d'échanger des informations sur le contexte local, de mutualiser leurs moyens d'action et de sensibilisation à la cause haïtienne.

Ce groupe de travail s'est réuni 4 fois entre janvier et avril 2010 :

- 22 janvier : 3 participants, 3 structures
- 23 février : 8 participants, 8 structures
- 16 mars : 5 participants, 4 structures
- 27 avril : 6 participants, 5 structures

Un travail de référencement des acteurs de la région Centre intervenant en Haïti ainsi que l'engagement des collectivités territoriales de la région (à la demande de la DAECT du MAEE) a été effectué.

Un espace dédié à Haïti a été mis en place sur le site Internet www.centraider.eu afin d'informer les acteurs de la situation sur place, mais aussi pour relayer leurs informations (<http://www.centraider.eu/page-commission.aspx?ipg=32&p=ha%C3%AFti>).

Entre janvier et avril 2010, **11 newsletters spéciales Haïti** ont été envoyées aux acteurs.

- **COMMISSION MOPTI**

Administrateurs référents : Abdoulaye KEITA et Delphine COURNET

La commission Mopti s'est réunie trois fois, avec comme objectif de poursuivre et d'intensifier les échanges entre acteurs qui la composent : mutualiser des moyens, des pratiques, des informations, des compétences et des personnes ressources...

Ces trois rencontres ont aussi permis de tester des formes d'animation de réunion :

- Trois ateliers concomitants le 3 juin 2009 à Orléans,
- animation sur tableau blanc à partir des problèmes rencontrés par chaque acteur le 23 octobre 2009, à Orléans,
- échanges libres le 2 avril 2010, à Beaugency.

	3 juin 2009	23 octobre 2009	2 avril 2010
Nombre de participants	20	13	16
Structures	13	9	13

Ces trois moments d'échanges ont permis dans un premier temps de développer des échanges précis entre porteurs de projets sous forme d'ateliers :

- un atelier sur les actions de protection et valorisation du patrimoine,
- un atelier sur le pays Dogon
- un atelier sur l'agriculture.

Chaque structure a pu échanger des pratiques de coopération et prendre le temps de se connaître (le format s'y prêtant).

Dans un second temps, une discussion sur les problèmes rencontrés par les porteurs de projets dans la gestion de leurs actions a pu être mise en place. La commission a pour la première fois fourni des propositions d'action : établissement d'un fichier expert sur place, mise en place de formation pour les partenaires...

Dans un troisième temps, un approfondissement de ces propositions a pu être fait. Il ressort de cette troisième rencontre une proposition qui consiste à mettre en place une **newsletter électronique spécifique aux acteurs de Mopti**. Elle sert de support à l'échange d'informations. La première lettre a été éditée en avril 2010.

- **COMMISSION GORGOL**

Administrateur référent : Gilles TATIN

La commission Gorgol s'est réunie deux fois :

- le 12 mars 2010 (initialement prévue en décembre 2009, elle a dû être reportée), à Orléans où elle a réuni 14 personnes pour 10 structures,
- le 19 mai 2010 (initialement prévue sous un format commission, elle s'est muée en petit groupe de travail), à Orléans, elle a réuni personnes pour 4 structures.

La commission Gorgol s'est peu réunie du fait du nombre restreint d'acteurs. Les deux rencontres ont quand même permis de prendre en considération le fait que le besoin d'échanges et de

mutualisation se faisait pressant. C'est ainsi que, sur le modèle du groupe Mopti, une lettre électronique spécifique au Gorgol a pu être mise en place.

Les informations récoltées auprès des acteurs ont permis de faire deux lettres, en avril 2010.

Les prochains objectifs de la commission Gorgol vont tourner autour de l'organisation d'un évènement avec l'association des ressortissants du Gorgol en région Centre.

- COMMISSION PECO

Administrateur référent : Christian SOBAC

Une réunion de la commission portant sur le thème de la « *Formation professionnelle dans les PECO : exemples de l'agriculture et du tourisme solidaire* » était programmée le mercredi 27 mai 2009, à Blois. Faute de participants, elle a dû être reportée au 14 octobre 2009 à Tours, puis finalement annulée en raison du nombre largement insuffisant d'inscrits.

En réaction à cet état de désaffection, une rencontre « de la dernière chance » a été organisée, à Tours le 3 mars 2010. Les acteurs intervenant dans les PECO étaient invités à venir réfléchir à l'avenir de ce groupe de travail et à faire des propositions.

Quinze personnes ont participé à cette réunion, au cours de laquelle a été proposé l'élargissement à un groupe de travail « Pays d'Europe » ainsi que le principe de travailler ensemble à l'organisation d'une grande journée d'information et d'échanges autour des coopérations (à travers les jumelages en particulier) avec les pays d'Europe, pour l'année 2011.

VI/ REUNIONS THEMATIQUES

- **COMMISSION SANTE**

Administrateur référent : Hélène MIGNOT

Réunion du 13 mai 2009

Lieu : Tours (37)

« *Solidarités et coopérations avec les pays du Maghreb* »

12 participants

12 structures

La commission Santé s'est réunie pour la première fois en mai, à Tours. Son objectif principal était d'informer les participants des précautions sanitaires à prendre avant et pendant les missions dans les pays partenaires. Le principe d'une réunion sur la prise en compte du contexte anthropologique pour la mise en place d'un projet sur la santé est arrêté.

- **EDUCATION AU DEVELOPPEMENT ET A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (EAD-SI)**

Le groupe éducation au développement a été monté en juin 2009, à l'initiative du Conseil régional du Centre, de la DAREIC, de la DRAAF et de CENTRAIDER. Il s'est agi de définir un programme de rencontres susceptible de déboucher sur une stratégie de développement de l'EAD-SI en région Centre.

La commission éducation au développement s'est donc réunie trois fois, dans une logique progressive :

Réunion du 14 octobre 2009

Lieu : Orléans (45)

« *Qu'est-ce que l'éducation au développement* »

22 participants

16 structures

Cette rencontre a permis de faire émerger une définition commune de l'EAD-SI :

« L'Education Au Développement et à la Solidarité Internationale permet de donner aux publics, dans la durée, à travers une série de projets et en mêlant des regards, des clés pour réfléchir à la complexité du monde et pour agir comme un citoyen responsable. Elle suit un processus qui consiste à entendre, voir, écouter, comprendre, questionner et agir, questionner et agir, questionner et agir... »

En ce qu'elle permet d'éveiller des consciences, l'éducation au développement va permettre de questionner l'action de solidarité internationale en permanence. »

Réunion du 17 mars 2010

Lieu : Blois (41)

« *Mise en situation autour de l'utilisation de quelques outils d'EAD* »

19 participants

11 structures

Cette réunion était l'occasion de « tester des jeux » afin d'échanger sur des objectifs pédagogiques, les compétences d'animations requises pour animer certains outils.

Réunion du 28 avril 2010

Lieu : Tours (37)

« *Présentation de l'action internationale de l'enseignement agricole et de l'éducation nationale* »

13 participants

10 structures

Il s'est agi de présenter les académies de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole, les attentes des professeurs, les visions de l'EAD-SI des équipes pédagogiques... Un échange sur la manière de solliciter les établissements scolaires a pu s'installer.

Entre temps, CENTRAIDER a pu intervenir le 3 février 2010 lors d'une formation commune Enseignement Agricole/DAREIC afin de présenter la démarche EAD-SI en cours et présenter les missions et outils du réseau.

• SEMAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

La convention CORAS, qui lie CENTRAIDER et le CRID, qui coordonne la *Semaine*, a été renouvelée. Elle précise le rôle de coordination régionale de la campagne dévolue à CENTRAIDER.

Cette convention est accompagnée d'une aide de 5000 euros permettant de coordonner l'évènement en région Centre. Cette somme a permis d'aider les collectifs locaux à coordonner leurs actions (en prenant en charge des frais de coordination), d'amortir en partie l'investissement humain et technique de CENTRAIDER dans la coordination régionale et de recruter une stagiaire pour l'appui de l'équipe dans sa stratégie de communication.

Les missions de coordination régionale de *la Semaine de la Solidarité Internationale* sont ainsi définies :

- accompagnement des porteurs de projets
- programmation (identification d'animation, promotion des animations...),
- promotion de la Semaine.

→ **L'accompagnement des acteurs** a, comme les éditions précédentes, demandé beaucoup d'investissements auprès de collectifs naissants (Orléans) ou incontournables (Tours), à tel point que les chargés de missions ont pratiquement coordonné ces collectifs. Concernant les autres organisateurs, CENTRAIDER a participé à, au moins, une réunion de collectif pour être plus identifié et répondre aux questions essentielles. Pour eux, l'accompagnement a consisté à répondre à des interrogations contextuelles, aider à la gestion du site internet de la Semaine...

→ **La programmation des animations** a consisté à faire remonter tous les programmes d'animation du territoire et à les compiler sur un blog /programme sur une page du site www.centraider.eu

→ **La promotion de la Semaine** a consisté à travailler sur deux axes :

- La couverture médiatique de l'évènement, qui s'est révélée assez classique. Il s'est agi de mettre à jour le fichier média régional, de préparer et envoyer des communiqués de presse par département et de relayer le partenariat entre *la Semaine* et France 3. CENTRAIDER a ainsi pu proposer 4 sujets à réaliser dans des

pays du Sud et a informé précisément la rédaction de France 3 sur les événements phares en région Centre pendant la Semaine.

- La coordination d'une action de rue synchrone sur toute la région Centre afin d'augmenter la visibilité des collectifs sur leurs territoires. Cette proposition s'est construite en étroite collaboration avec les collectifs. Elle a été validée à la fin d'un processus de rencontres régionales d'organisateur d'animations (2 rencontres et des suivis mails et téléphones). Les organisateurs ont choisi de réaliser un « freeze », action qui consiste à se figer dans l'espace public afin de capter le regard des passants. Il a été décidé de mettre en avant le visuel de *la Semaine* lors de ces actions. Un freeze a donc eu lieu le samedi 14 novembre à 16h à Tours, Orléans, Bourges et Blois. Il a eu lieu en décalé à La Châtre et à Saint Jean de Braye. Chaque freeze a été filmé et compilé dans un petit film de promotion envoyé à tous les médias.

L'impact de ces deux actions est difficilement mesurable à ce jour.

Avant *la Semaine de la Solidarité Internationale*, CENTRAIDER a organisé deux rencontres, le 10 juin et le 2 juillet, afin de présenter les grands axes nationaux de l'évènement et d'approfondir l'organisation de l'action synchronisée.

Ce travail de coordination d'une animation au niveau régional a donné des résultats contrastés. En effet, il a été difficile d'en mesurer l'impact sur le territoire (en termes de fréquentation des animations, de visibilité de *la Semaine*...) et auprès des médias (si France Bleue a globalement bien couvert l'évènement, France 3 n'a pas du tout participé à sa promotion).

Aussi, le nombre de bénévoles actifs sur l'animation « freeze » n'a pas été très important par rapport au potentiel humain que représentent les collectifs. Toutefois, les bénévoles un peu sceptiques a priori ont relativement bien apprécié la manifestation. Elle a permis aux collectifs de se sentir dans un mouvement qui dépasse leur territoire et d'appréhender la notion d'action de rue innovante.

Dans les préparatifs de l'édition 2010, CENTRAIDER a été sollicité pour coordonner une autre action commune et des actions similaires se développent dans certains collectifs. Les collectifs ont donc retiré des enseignements de cette action.

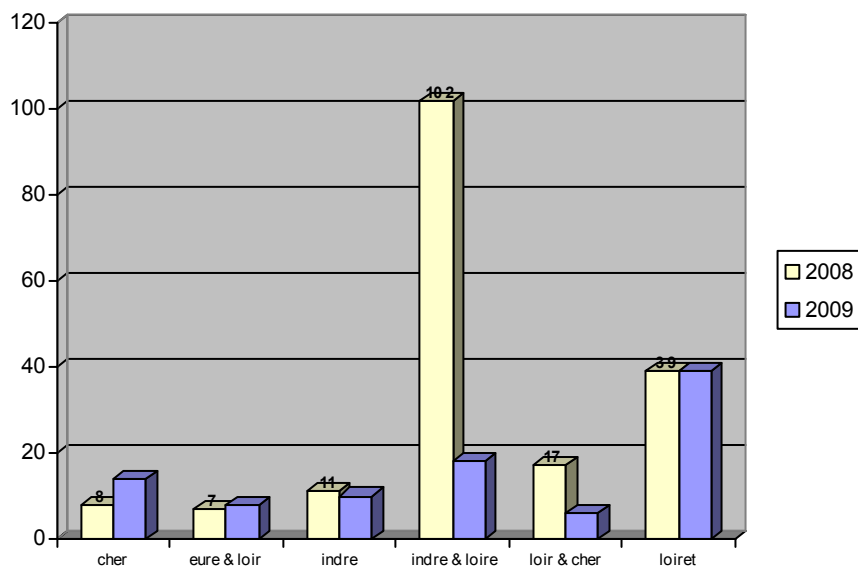
Ainsi, l'axe principal d'action en 2009 a consisté à valoriser *la Semaine* sur le territoire régional. Cette action a nécessité l'implication pleine de deux salariés et d'une stagiaire au profil communication pendant un mois.



En chiffres, la Semaine c'est :

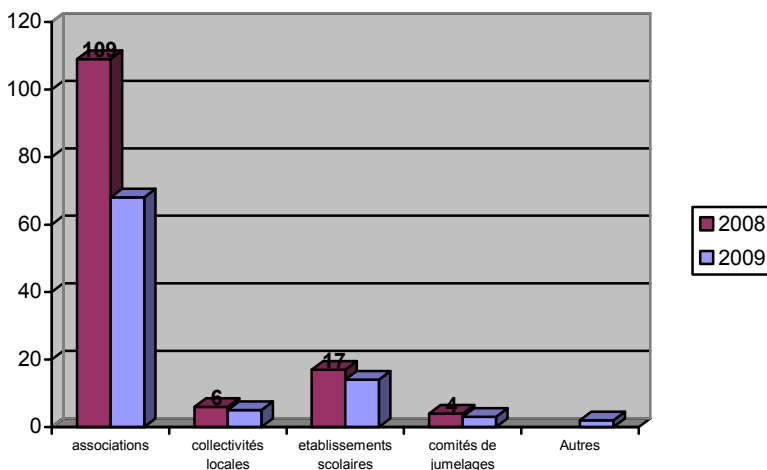
Evolution du nombre d'animations par département

Département	2008	2009
Cher	8	14
Eure-et-Loir	7	8
Indre	11	10
Indre-et-Loire	102 (avec Plumes d'Afrique)	18
Loir-et-Cher	17	6
Loiret	39	39
Total	184	95



Nombre d'organiseurs entre 2008 et 2009

Type structure de	2008	2009
Associations	109	68
Etablissements scolaires	17	14
Collectivités locales	6	5
Comités de jumelage	4	3
Autres (établissements publics...)	0	2
Total	136	92



Type d'animations par département en 2009

	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Total
Exposition	3		2			5	10
Ciné-débat	1	1	3	3		9	17
Conférences	3		1	5	2	8	19
Concerts		1				2	3
Contes	1					2	3
Spectacles (théâtre, ...)	2			2	1	3	8
Animations scolaires	1	6		4		8	19
Commerce équitable			2				2
Villages associatifs	1		1	2	1		5
Innovations	2		1	2	2	2	9
Total	14	8	10	18	6	39	95

• COOPERATION DECENTRALISEE

Les activités de CENTRAIDER en matière de coopération Décentralisée prennent trois formes :

- la réunion des agents en charge de la coopération décentralisée,
- une journée d'échanges et d'informations sur la coopération décentralisée,
- l'accompagnement des collectivités territoriales.

1. Réunions des agents en charge de la coopération décentralisée

Dans la continuité du travail mené en 2008-2009, CENTRAIDER a organisé les deuxième et troisième rencontres des agents en charge de la coopération décentralisée :

Réunion du 30 juin 2009

Lieu : Bourges (18)

« *Les actions de promotion d'une culture internationale au sein des collectivités territoriales : l'exemple des congés solidaires au sein du Conseil général du Cher* »

22 participants

8 structures

Cette rencontre a permis d'approfondir le dispositif des congés solidaires mis en place au sein du Conseil Général du Cher et d'échanger sur les techniques de communication autour du dispositif. Il a aussi permis de voir dans quelle mesure la transversalité des services a pu être opérante. Les débats ont permis de fixer le thème de la prochaine rencontre.

Réunion du 4 mai 2010

Lieu : Saint Jean de Braye (45)

« *Organiser un évènement grand public en vue de sensibiliser aux valeurs de la solidarité internationale* »

14 participants

9 structures

A partir de l'expérience de la ville de Saint-Jean-de-Braye, et notamment son implication dans l'organisation de *la Semaine de la Solidarité Internationale*, un échange d'expérience sur les réussites et échecs de chacun en terme d'organisation de manifestation a pu être mis en place. Les nécessités de développer les actions de sensibilisation et de multiplier les formes de manifestations ressortent vivement de cet échange.

2. Journée d'échanges et d'information sur la coopération décentralisée

Chaque année, CENTRAIDER organise, en partenariat avec le Conseil régional du Centre, une journée d'échange sur la coopération décentralisée, ciblée sur une thématique. Cette journée a eu lieu à Orléans, dans les locaux du Conseil régional du Centre, le 2 février 2010, sur le thème du cadre juridique et institutionnel de la coopération décentralisée.

Après l'organisation de journées thématiques les années précédentes, et à partir des constats réalisés lors de rencontres avec des représentants de collectivités territoriales, il a été décidé de se concentrer cette année sur les fondamentaux de la coopération décentralisée. La journée coopération décentralisée a donc été organisée en trois temps :

- Le cadre juridique de la coopération décentralisée : définition, règles juridiques fondamentales, débat sur l'actualité jurisprudentielle et présentation des règles fondamentales de constitution d'un comité de jumelage. Cet atelier a permis de lier des interventions théoriques (Cités Unies France et AFCCRE) et des expériences concrètes (ville de Saint-Jean de Braye et de Fleury-les-Aubrais).

- Le cadre d'action des collectivités territoriales. En se basant sur l'étude capitalisation menée par Cités Unies France et le F3E, une présentation de la mission d'accompagnement des collectivités territoriales du sud dans la gouvernance de leur territoire a pu être faite. La présentation d'une expérience significative a pu illustrer la théorie (actions du Conseil régional du Centre).

- Les principales sources de financement de la coopération décentralisée : présentation du fond de soutien de la DAECT, présentation du programme européen ANE-Al par l'AFCCRE, présentation du dispositif Oudin-Santini par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Chaque participant a pu repartir avec une « mallette pédagogique » reprenant l'ensemble des informations développées pendant la journée. Un compte-rendu complet de la journée a été envoyé aux participants et est actuellement en ligne sur le site de CENTRAIDER www.centraider.org

Cette journée a réuni 63 personnes (14 associations, 7 collectivités territoriales et 6 comités de jumelage).

3. Accompagnement des collectivités territoriales

Dans la continuité des constats réalisés lors du dernier exercice, CENTRAIDER est de plus en plus en contact avec les collectivités territoriales.

La fréquence et l'objet des demandes restent variables : elles sont plutôt espacées dans le temps. Le suivi des projets n'est donc pas facilité.

Il s'est agi d'apporter des conseils sur les projets ou de porter des conseils sur des procédures de création d'un jumelage de coopération ou bien d'apporter une information générale sur les règles essentielles de la coopération décentralisée.

En 2009-2010, CENTRAIDER a pu traiter 7 demandes de collectivités territoriales (Conseil Général de l'Indre et Loire, Chambray-lès-Tours, Beaulieu-lès-Loches, Syndicat Val Dem, Communauté de Communes de Sainte-Maure de Touraine, Salbris, Chalette sur Loing) et 2 demandes de Comités de jumelages.

- **COMMISSION TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE**



Cette année, le dossier tourisme équitable et solidaire était centré sur l'organisation des **deuxièmes Rencontres du tourisme responsable en région Centre**.

Pour prolonger la réflexion entamée lors des Premières Rencontres en octobre 2007, CENTRAIDER, en partenariat avec la Ville de Tours et le Conseil régional, a piloté l'organisation de la deuxième édition.

Elles se sont déroulées à Tours, dans l'amphithéâtre Thélème de la Faculté des Tanneurs, le 3 octobre 2009 et ont nécessité plusieurs réunions du comité de pilotage en amont.

S'adressant à tous les publics, elles visaient à informer sur la situation actuelle du Tourisme au niveau mondial, comme au plan local, et à sensibiliser aux nouvelles formes de tourisme qui se développent ici ou là. Ces Rencontres avaient également la volonté de fournir aux acteurs régionaux des outils de réflexion et d'action pour développer une stratégie touristique régionale durable.

➤ **Une innovation : la Caravane solidaire Centre Loire 2009**

Afin de favoriser l'échange de pratiques entre les acteurs régionaux du tourisme et des professionnels extérieurs à la région, une formule innovante de découverte du territoire touristique de la région Centre a été élaborée : la Caravane solidaire Centre Loire 2009. Du 3 septembre au 2 octobre, un groupe de professionnels du tourisme, pour la plupart extérieurs à la région Centre, a été invité à découvrir la région à travers des expériences locales de tourisme « différent » (voir programme en annexe).

Participation

↳ Caravane :

Participants : 17

Nombre de sites visités : 8

Nombre d'intervenants rencontrés : 18

↳ Colloque du 3 octobre :

Inscrits : 70

Présents : 65

Nombre d'intervenants : 20

Nombre total de personnes présentes : 100 (avec l'équipe de CENTRAIDER, les bénévoles d'Artisans Du Monde, les étudiants assurant l'encadrement, etc.)

Répartition des personnes présentes :

Associations de solidarité internationale et comités de jumelages : 33 %

Collectivités territoriales : 11 %

Professionnels du tourisme: 44 %

Autres (individuels, étudiants, bureaux d'études...) : 12 %

Retours qualitatifs sur la journée du 3 octobre

Malgré une fréquentation décevante, la qualité des interventions a été saluée par les participants. Les exposés et témoignages furent riches et variés et proposaient des éléments d'analyse pointus autant que la présentation d'expériences concrètes. D'après les participants, les différentes interventions contenaient non seulement de nombreux éléments susceptibles de faire progresser la réflexion, mais aussi des idées concrètes pour orienter les pratiques des professionnels.

Concernant les pratiques, la Caravane, dont une restitution illustrée par des photos a été faite le 3 octobre, a véritablement fonctionné comme un laboratoire *in situ*.

La Caravane a permis de voir comment une activité touristique apparemment modeste, en tout cas respectueuse de l'environnement, peut avoir des conséquences importantes pour le développement du tissu économique local.

L'exemple de la ferme de la Guilbardière dans le Loir-et-Cher, visitée par la Caravane le jeudi 1^{er} octobre est, à ce propos, éclairant.

Une exploitation en agriculture biologique avec un projet d'accueil pédagogique, l'inscription dans un réseau d'acteurs (Bienvenue à la Ferme), la mobilisation des acteurs locaux, génèrent de l'activité économique et révèlent toute une dynamique locale créatrice d'activités multiples.

Le projet de la Loire à vélo, parcouru sur la portion Beaugency - St Dyé-sur-Loire par la Caravane, est également très intéressant. Changeant la temporalité du voyage, il permet d'aller à la découverte du territoire d'une autre manière ; celle d'emmener les touristes en des lieux qu'ils auraient ignorés, sans danger du fait de l'aménagement de pistes cyclables.

Et tel était l'objectif recherché par le projet de la caravane, (objectif atteint d'après les participants), que de découvrir des lieux et des personnes que le touriste « classique » a difficilement l'occasion de rencontrer.

VI/ BUDGET REALISE

BILAN FINANCIER du 01/05/2009 au 30/04/2010

DEPENSES PREVISIONNELLES		LE REALISE	
RUBRIQUES	MONTANT	MONTANT REALISE	ECART
<u>I/ Fonctionnement</u>			
<u>Moyens humains</u>			
Moyens humains	116 700 €	124 540 €	7 840 €
Permanent 1 CDI	33 600 €		
Permanent 2 en remplacement	33 600 €		
Permanent 3 (Assistante)	24 000 €		
Permanent 4 CDD contrat aidé	16 000 €		
Stagiaires	5 000 €		
Congé maternité	4 500 €		
<u>Moyens matériels</u>			
Moyens matériels	38 300 €	39 300 €	1 000 €
Frais de fonctionnement	15 000 €	15 100 €	
Déplacements, Hébergements, Réception	17 300 €	18 400 €	
Petit-équipement, loyer	6 000 €	5 800 €	
<u>II/Formations</u>			
II/Formations	17 000 €	18 100 €	1 100 €
Outils pédagogiques, et frais d'intervention			
<u>III/Information et communication</u>			
III/Information et communication	17 000 €	15 500 €	-1 500 €
Journal, annuaire, site internet, et autres supports de communication			
TOTAL TTC	189 000 €	197 440 €	8 440 €

Les écarts s'expliquent par la croissance de l'équipe salariale (2 salariés) à compter de mars 2009, d'une augmentation des salaires, et de l'embauche en CDD sur 3 mois de deux personnes pour aider à l'organisation des 2^è Rencontres du Tourisme responsable.

Le pôle information/communication est en baisse du fait de la parution de 4 journaux au lieu de 5.



BILAN FINANCIER du 01/05/2009 au 30/04/2010

RESSOURCES PREVISIONNELLES (TTC)		RESSOURCES PERCUES	
SOURCE	MONTANT ATTENDU	PERCU	ECART
Aides à l'emploi CAE / Contrat avenir	18 000 €	22 000 €	4 000 €
Cotisations des membres	4 500 €	4 100 €	-400 €
Autres recettes	13 000 €	17 840 €	4 840 €
Subvention Conseil Régional	86 000 €	86 000 €	
Subvention Fonjep	7 500 €	7 500 €	
RESSOURCES HORS MAEE	129 000 €	137 440 €	
MAEE	60 000 €	60 000 €	
TOTAL TTC	189 000 €	197 440 €	

Au total, l'écart est expliqué, d'une part, par la participation financière de la ville de Tours et du conseil Régional lors des deuxièmes Rencontres du Tourisme et d'autre-part, par une augmentation des aides de l'Etat sur les contrats aidés.



Fait à Vendôme le 26/07/2010.....Le président, Frédéric TRICOT

VII/ CONCLUSION

Aux vues des objectifs définis dans le programme d'orientation, il est à noter que deux groupes de travail se sont arrêtés, la Commission Tamil Nadu et la Commission Amérique latine. La première à cause d'une difficulté à mobiliser les acteurs de cette zone géographique, fortement impliqués dans des projets d'accès à l'éducation et de parrainage, la seconde par manque de précision dans les objectifs poursuivis.

Toutefois, l'année 2009/2010 a vu un développement des activités du réseau, avec la création d'un groupe Burkina Faso, d'un groupe santé, d'une commission Maghreb et d'un travail renforcé sur l'éducation au développement et à la solidarité internationale.

De plus, CENTRAIDER a piloté l'organisation d'un événement régional, les deuxièmes Rencontres du tourisme responsable en octobre 2009.

En outre, le poste d'assistante administrative a été pérennisé et deux postes en contrat à durée déterminée ont été créés pour pallier le départ de Carla GUIBURAGA et le congé parental de Stéphanie CHAPUIS jusqu'en janvier 2010.

Enfin, la catastrophe qui a touché Haïti en janvier 2010 a mobilisé les acteurs de la région, qui se sont investis dans un groupe de travail régional, en vue d'aboutir à une meilleure concertation sur les projets d'aide à la reconstruction.

En chiffres, sur l'année 2009/2010, CENTRAIDER a proposé 3 formations, animé 13 commissions géographiques et 10 commissions thématiques. Elles ont regroupé près de 400 participants de 142 structures.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRESENTATION DU PROJET PLURIDISCIPLINAIRE RADICEL-K

L'échec et les réussites partielles enregistrés dans l'aide au développement proviennent le plus souvent non de l'efficacité technique de l'aide apportée mais de son irrecevabilité sociale, politique et culturelle. Dès lors, on assiste parfois à un abandon des pratiques de « modernisation », pourtant techniquement adaptées, dès le départ des personnels des ONG ou des programmes nationaux ou internationaux de développement. L'hypothèse est que l'échec est d'ordre culturel, l'importance donnée à la valeur de l'amélioration ou du type d'aide choisi n'étant pas partagé par la société dans laquelle il s'applique. C'est donc l'intégration de la dimension culturelle, c'est-à-dire principalement du rapport à l'espace et à la nature mais aussi des rapports sociaux qui s'établissent autour de leur contrôle, qui détermine l'efficacité des programmes d'aide.

Un des objectifs du programme de recherche RADICEL-K² est de définir les contours épistémologiques et géographiques des notions de « culture de la nature » et de « recevabilité culturelle et sociale des aides ». Il s'agira en particulier d'identifier les discours des différents acteurs du développement et ceux des différentes sociétés locales, ainsi que d'analyser, à partir d'exemples précis, les conditions d'une bonne intégration de l'aide au sein des sociétés locales.

C'est pourquoi, dans le cadre de ce programme de recherche, les scientifiques ont proposé d'analyser des opérations d'aide décentralisées intervenues au Burkina Faso depuis 10 ans. Pour certaines opérations, ils observeront, d'une part, les différents discours émis par les protagonistes de l'aide sur les politiques de développement durable, d'autre part, les perceptions et représentations de la nature et de l'espace de la société dans laquelle l'aide s'est produite, et, enfin, les disharmonies perceptives ayant pu être à l'origine d'un échec ou d'un demi-succès de l'aide.

Il ne s'agit là en aucune manière d'expertiser l'efficacité des aides et des programmes de développement à l'aune des critères économiques généraux (comme l'équilibre entre cultures vivrières et cultures de rente ou encore celui entre assistantat et investissement humain, ou encore diffusion des progrès en matières de santé ou d'éducation...), mais bien de repérer l'impact des cultures de la nature et des cultures du développement, c'est-à-dire des catégories idéelles et représentations mentales par lesquelles les sociétés appréhendent l'environnement, les activités économiques, les scènes sociales et le façonnement des paysages. Ces préoccupations culturelles rejoignent les réflexions en cours au sein de la FAO qui, pour se prémunir contre la dégradation de la biodiversité, préconise de « s'appuyer sur les savoirs locaux » et d'en « comprendre leur logique et leur perception pour enraciner les activités dans la culture » (FAO, 2003).

Un partenariat entre CENTRAIDER et l'université d'Orléans a été mis en place afin de « valoriser et prolonger les acquis scientifiques et opérationnels du projet en les confrontant aux actions des structures régionales d'aide au développement du Burkina Faso » (tâche 5 du programme de recherche)

Cette tâche 5, implique directement CENTRAIDER et les acteurs régionaux de la coopération avec le Burkina Faso. Il s'agit en effet de capitaliser et de diffuser les résultats du programme RADICEL-K auprès des acteurs régionaux de la coopération internationale intervenant au Burkina, autour des questions des langues locales et de la mise œuvre de l'aide au développement en milieu rural.

En pratique, ce partenariat se traduit par :

- **La participation active des chercheurs de RADICEL-K à la commission Burkina Faso.** Lors de la première réunion de la commission, chaque acteur présentera son projet. Le but est de créer des synergies entre les acteurs régionaux intervenant au Burkina Faso, de favoriser des rencontres, voire de mettre en place des collaborations, soit en région Centre, soit sur le terrain. Il s'agit également d'identifier les attentes des participants en termes de réseau, de missions ponctuelles d'appui et de montage de projets.

Cette rencontre sera l'occasion, pour les membres de l'équipe RADICEL-K, de présenter le projet aux acteurs régionaux et de les associer à leur démarche de recherche, d'impliquer ces acteurs en vue de réaliser enquêtes et entretiens (dans une optique purement

scientifique définie par le programme). Proposer une écoute, recueillir les expériences des ONG consultées, identifier attentes et difficultés, telle sera la posture des membres de Radicel-K.

À terme, il s'agit également de mettre à disposition des acteurs de l'aide des connaissances scientifiques sur le Burkina Faso, et plus généralement sur les expériences d'aides aux pays du Sud. A titre d'exemples, certaines séances de la commission pourraient être thématiques (difficultés linguistiques, bilan de la modernisation agricole, effets du changement climatique...) et précédées d'un exposé réalisé par des membres de l'équipe Radicel-K.

La première réunion a eu lieu le 10 mars 2010, sur le campus de l'Université d'Orléans, dans le petit amphithéâtre de l'IRD et de l'École doctorale CRITERR, 5 rue Carbone, à Orléans.

- **La réalisation d'une analyse cartographique, thématique et étude d'impact des actions d'aide au développement** opérée au sein de CENTRAIDER avec transfert de compétences techniques et méthodologiques.

Concrètement, deux étudiants seront accueillis en stage à CENTRAIDER afin d'opérer une analyse cartographique et thématique des acteurs intervenant au Burkina Faso (l'utilisation d'un SIG - Système d'Informations Géographiques - permettra de réaliser une cartographie des acteurs en France et des actions au Burkina Faso) et d'analyser, sur la base d'enquêtes et d'entretiens, le réseau d'associations intervenant au Burkina Faso.

- **Une action de communication grand public ou au sein des scènes universitaires** : Surtout prévue à partir de 2011, pour communiquer sur les résultats, les opérations de communication peuvent néanmoins débuter par une diffusion des actions de CENTRAIDER au sein du monde universitaire, et plus particulièrement auprès des étudiants.

Une première participation de Jean-Marie Savin (administrateur de CENTRAIDER) et de Sylvain Davila (animateur à CENTRAIDER) au cours de l'UE 32 du master II GEOGRAM, a déjà eu lieu le 16 décembre 2009. Ils ont pu présenter le réseau et répondre aux questions des étudiants sur les missions de CENTRAIDER, l'action des associations de la région Centre au Burkina, etc.

- **L'élaboration d'un centre de ressources** utilisant la plate forme numérique du projet RADICEL-K afin de diffuser savoirs scientifiques et expériences de l'aide auprès du réseau CENTRAIDER. En pratique, la plate-forme numérique ne pourra être mise en place avant 2011, mais des ressources bibliographiques proposées par les universitaires seront mises à disposition des acteurs sur le site www.centraider.eu.

RADICEL-K vise à mettre à la disposition des décideurs de la province du Kénédougou et des acteurs de la coopération internationale en région Centre des connaissances et des outils scientifiques susceptibles de faciliter leur action. Ainsi, l'étroite collaboration entre les trois laboratoires de recherches (LLL, CEDETE et UR200 de l'IRD) et CENTRAIDER devrait permettre d'initier de nouvelles recherches et d'accroître l'efficacité de l'aide régionale au développement du Burkina Faso.

ANNEXE 2

DECLARATION DE TOURS 2009

« Vers un nouveau modèle de développement touristique »

Réunis à Tours à l'occasion des Deuxièmes Rencontres du Tourisme Responsable et à l'issue de la Caravane Solidaire qui a parcouru la région Centre et qui a permis aux participants de :

- avoir une vision plus claire de la situation du tourisme en région Centre,
- mieux appréhender le potentiel considérable du tourisme régional,
- connaître des initiatives innovantes de développement durable portées par des personnes, des entreprises, des associations, des collectivités ;

Partageant la conviction qu'un tourisme plus durable, plus responsable et solidaire est une impérieuse nécessité,

Considérant que les initiatives remarquables qu'ils ont eu l'occasion de connaître, méritent d'être valorisées, soutenues et encouragées,

Prenant en compte la Déclaration de Tours de 2007,

Les participants, en provenance des régions de France Centre, Limousin, Auvergne, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Ile-de-France,

S'engagent, afin de promouvoir un tourisme plus responsable, inscrit dans des démarches de développement durable, à :

- développer les échanges interrégionaux sur les bonnes pratiques,
- renforcer les actions de sensibilisation et d'information du grand public, en particulier en direction des enfants et des jeunes,
- développer les actions de formation des acteurs locaux,
- mobiliser les acteurs publics, communes, départements, régions en synergie avec les représentants de la Société civile,
- inciter les opérateurs (offices de tourisme, comités départementaux et régionaux du tourisme) à s'engager autour des valeurs du tourisme responsable et à mettre en œuvre les actions correspondantes pour valoriser les initiatives,
- amener les pouvoirs publics à initier, promouvoir et appuyer une démarche de certification appliquée à ces formes de tourisme,
- renforcer les démarches de coopération décentralisée permettant un meilleur échange de bonnes pratiques Nord-Sud.



Stéphanie Chapuis :

Coordnatrice de l'association

Gestion de l'équipe, de l'association et représentation du réseau...



Elodie Baritoux :

Chargée de mission communication

Création du journal, des newsletters et commissions PECO, Burkina Faso, Maghreb, Tourisme équitable...



Sylvain Davila :

Chargé de mission appui aux acteurs

Coopération décentralisée, appui acteurs, commission Amérique latine, Mopti, Gorgol, SSI, EAD...



Sophie Laly :

Assistante administrative

Base de données, gestion administrative, appui aux chargés de mission...



Romain Latapie :

Chargé de mission animation de réseau

Formations, commissions Afrique, Mali, SSI, EAD, Haïti...

EQUIPE SALARIEE AU 30 AVRIL 2010

